

**Climat - One Planet Summit -
Canada - La France et le Québec,
des alliés de premier plan dans la
lutte contre les changements
climatiques - Communiqué du
ministère de la transition écologique
et solidaire**
(Paris, 12 décembre 2017)

La ministre du développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques du Québec, Mme Isabelle Melançon, et la secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, Mme Brune Poirson, se sont entretenues aujourd'hui, en marge du Sommet de mobilisation sur le climat organisé par la République française.

À l'issue de leur entretien, elles ont convenu de renforcer leur collaboration dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques, de mener des actions de coopération bilatérale et multilatérale sur les enjeux environnementaux et climatiques et de mettre en relation les entreprises françaises et québécoises qui contribuent à l'économie verte.

Ces efforts conjoints s'inscrivent dans la continuité du plan d'action du gouvernement français pour la mise en oeuvre de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre l'Union européenne et le Canada. Ce plan met en évidence la nécessité de prévoir des actions complémentaires à l'AECG pour faire avancer la coopération bilatérale et multilatérale sur les enjeux climatiques.

Les deux ministres ont discuté des mesures adoptées par leur pays pour mettre rapidement en oeuvre l'Accord de Paris. Elles ont également passé en revue les mesures à promouvoir au niveau international pour réduire les émissions de CO₂ dans le secteur des transports et de l'agriculture. Enfin elles ont échangé sur les perspectives offertes par les marchés d'échange de permis d'émissions pour réduire l'empreinte carbone des échanges commerciaux. Alors que la France participe au système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne, le marché du carbone québécois est lié à celui de la Californie et sera rejoint dès janvier 2018 par l'Ontario.

La ministre, Mme Isabelle Melançon, a également participé au Sommet de mobilisation sur le climat annoncé par le président de la République, M. Emmanuel Macron, lors du dernier G20. L'objectif de ce sommet est de faire le point sur la mise en oeuvre de l'accord de Paris et de mobiliser le financement indispensable à sa réalisation. Les deux ministres y ont pris la parole aujourd'hui dans le cadre d'une table ronde sur le renforcement des politiques publiques pour la transition écologique et solidaire.

Citations :

«L'Accord économique et commercial global est une occasion de renforcer la relation directe et privilégiée qu'entretiennent le Québec et la France depuis plus de 50 ans. Comme la France, nous croyons que nous devons toutefois prévoir des mesures complémentaires en matière de climat, de manière à respecter les objectifs de l'accord de Paris. En effet, nous devons nous assurer que l'essor de nos économies respectives tienne compte du développement durable, et c'est ce que nous avons voulu favoriser aujourd'hui. Le Québec se réjouit de ces échanges avec la France qui nourriront nos actions respectives.»

Mme Isabelle Melançon, ministre du développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques.

«Le gouvernement s'était engagé dans son plan d'action sur la mise en oeuvre de l'AECG UE-Canada / CETA à adopter des mesures complémentaires pour assurer une mise en oeuvre rapide et exemplaire de l'accord de Paris et prendre des mesures destinées à réduire au maximum l'empreinte carbone des échanges commerciaux. Nous avons discuté de ces mesures avec mon homologue québécoise et nous allons mettre en oeuvre un partenariat pour renforcer notre action climatique internationale.»

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Fait saillant :

L'accord de Paris est issu de la 21^e Conférence des Parties (CdP-21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue en décembre 2015 à Paris. Assorti de l'objectif ambitieux de limiter le réchauffement climatique sous 2°C - et sous 1,5°C, si possible - par rapport au niveau préindustriel, ce premier accord sur le climat à vocation universelle est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Le Canada et l'Union européenne l'ont ratifié. Au Québec, les élus ont adopté à l'unanimité une motion approuvant cet accord le 16 novembre 2016./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)